

Bruxelles, le 14.12.2018
C(2018) 8809 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14.12.2018

**relative au financement du programme d'action annuel 2018 en faveur de la République
du Niger**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 14.12.2018

relative au financement du programme d'action annuel 2018 en faveur de la République du Niger

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9 paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du programme d'action annuel 2018 en faveur de la République du Niger, il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE³.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2014-2020⁴, qui établit comme priorités la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la résilience (secteur 1), le renforcement de la capacité de l'État pour la mise en œuvre des politiques sociales (secteur 2), la sécurité, la bonne gouvernance et la consolidation de la paix (secteur 3), et le désenclavement des régions affectées par l'insécurité et les risques de conflit (secteur 4).
- (4) Les objectifs poursuivis par le programme d'action annuel à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement⁵ (ci-après l'«accord interne») consistent à soutenir le Niger dans sa stratégie d'accélération de la croissance inclusive, de développement social, notamment via l'éducation, et d'amélioration de sa bonne gouvernance et de sa sécurité.

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République du Niger C(2014)3882 du 16 juin 2014

⁵ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

- (5) L'action intitulée «contrat relatif à la résilience et construction de l'État» vise à restaurer la stabilité macroéconomique et budgétaire, assurer le maintien des fonctions vitales de l'État, en particulier dans les domaines de la paix et de la sécurité, appuyer le secteur privé, l'amélioration du climat des affaires, la promotion des investissements et la création d'emplois et assurer l'accès à des services de santé de qualité en particulier pour les filles, les femmes et les enfants.
- (6) L'action intitulée «programme d'appui à la société civile PASOC 4» vise à soutenir les dynamiques de renforcement des organisations de la société civile afin qu'elles jouent un rôle accru dans le développement du Niger, tout particulièrement à travers l'amélioration des conditions de vie des populations, de la consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance.
- (7) L'action intitulée «appui à l'émergence du secteur privé, à l'efficacité et à la qualité du partenariat Niger - Union européenne» vise à améliorer l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre de l'aide de l'Union européenne, de façon à accroître son impact sur le développement économique (y compris les investissements du secteur privé) et la réduction de la pauvreté au Niger.
- (8) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (9) Conformément à l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (10) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.
À cette fin, la Commission conserve, en vertu de l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 les responsabilités en matière de gestion financière prévues au point 5.4.2 de l'annexe 3.
- (11) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (12) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (13) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier
Le programme

La décision de financement, qui constitue la mise en œuvre du programme d'action annuel 2018 en faveur de la République du Niger, présentée dans les annexes, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- (a) «Contrat relatif à la résilience et construction de l'État», présenté dans l'annexe 1;

- (b) «Programme d'appui à la société civile PASOC 4 », présenté dans l'annexe 2;
- (c) «Appui à l'émergence du secteur privé, à l'efficacité et à la qualité du partenariat Niger – Union européenne», présenté dans l'annexe 3.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du programme est fixé à 97 000 000 EUR, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans l'annexe 3, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 5.4.2 de ladite annexe.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁶ des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

⁶ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

Article 5
Subventions, Marchés publics

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées dans les annexes. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans les annexes sélectionnés conformément au point 5.4.1 des annexes 1 et 3.

Fait à Bruxelles, le 14.12.2018

Par la Commission
Neven Mimica
Membre de la Commission